

PROCES-VERBAL



CONSEIL MUNICIPAL

Séance du mercredi 5 avril 2023

L'an deux mille vingt-trois, le mercredi 5 avril à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Malissard, dûment convoqué, s'est réuni, à la Mairie, sous la présidence de Jean-Marc VALLA, Maire.

Présents : Jean-Marc VALLA, Jean-Marc SOUCIET, Laure BLANDIN-JOUBERT, Evelyne CHALÉAT, Pascal ALBOUSSIÈRE, Florence BRES-DUFOUR, Sylviane DUPRET, Fabienne ESPOSITO, Nicole FERREIRA, Francine GAILLARD, Gérard JOURDAN, Séverine MAITRE, Malika MEITER

Absents ayant donné procuration : Laurent BARRAL à Sylviane DUPRET, Isabelle BLASSENAC à Pascal ALBOUSSIÈRE, Yann ESCOFFIER à Evelyne CHALÉAT, Laurent JOUD à Laure BLANDIN-JOUBERT, Cédric COUR à Jean-Marc VALLA, Céline FERREIRA-VALLA à Nicole FERREIRA

Absents excusés :

Absents : Laurent DUSSERT, Willy GILHARD, Laurence ROUVEYROL, Eric BARSCZUS,

Le quorum étant atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Mme Evelyne CHALÉAT est désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

ASSEMBLÉE

Le procès-verbal du Conseil Municipal, réuni le 27 février 2023, est approuvé à l'unanimité.

DÉCISIONS DU MAIRE

Décision 01.2023 du 13 mars 2023 : Considérant la nécessité de créer une régie de recettes destinée à encaisser les produits des différentes activités périscolaires que sont la garderie du matin, la restauration scolaire et ses animations, et le périscolaire du soir, il est institué une régie de recettes auprès du service périscolaire de la commune de Malissard

AFFAIRES JURIDIQUES

18.2023 NOMINATION DU CORRESPONDANT DÉFENSE

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle que conformément à la circulaire du 26 octobre 2001, chaque commune doit désigner, parmi les membres du Conseil municipal, un correspondant défense.

Le correspondant défense est chargé de faire le relais d'informations entre le ministère de la Défense et la Commune sur les questions relatives à la défense. Cette désignation au sein des conseils municipaux a pour objectif de créer à l'échelle locale, un réseau de correspondants qui sont des interlocuteurs privilégiés pour la défense.

Il sera, à ce titre, l'interlocuteur privilégié des autorités militaires départementales et régionales.

La mission des correspondants défense s'organise autour de trois axes :

- la politique de défense ;
- le parcours citoyens ;
- la mémoire et le patrimoine.

VU la circulaire ministérielle du 26 octobre 2001,

VU le Code général des collectivités territoriales,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- de DÉSIGNER M. Yann ESCOFFIER en tant que correspondant défense pour la Commune de Malissard.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

19.2023 ACCORD-CADRE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE MONO-ATTRIBUTAIRE - SCHÉMA DE DÉPLACEMENTS ET AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DU CENTRE VILLAGE - AVENANT DE TRANSFERT

Rapporteur : Pascal ALBOUSSIÈRE

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°36.2021 en date du 17 mai 2021, le Conseil municipal a attribué à Atelier L. Paysage & Urbanisme l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre en infrastructure mono-attributaire relatif au schéma de déplacements et aménagement des espaces publics du centre-village.

Par courrier en date du 6 mars 2023, Atelier L. Paysage & Urbanisme informe la Commune de son changement de statut juridique.

En effet, par acte sous seing privé en date du 7 février 2023, la SARL L. Paysage & Urbanisme représentée par sa gérante Florine LACROIX, immatriculée le 27 février 2023 au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 949 274 526, se trouve substituée en lieu et place de l'entreprise individuelle L. Paysages & Urbanisme (SIREN 821 676 954), à compter du 1^{er} janvier 2023,

Le présent avenant a ainsi pour objet de transférer l'accord cadre susvisé au profit de la SARL L. Paysage & Urbanisme. Toutes les conditions d'exécution de l'accord cadre demeurent inchangées.

VU l'article R2194-6 du Code de la commande publique relatif aux modifications de marché pour l'emplacement de nouveau titulaire,

CONSIDÉRANT la réorganisation juridique de la société L. Paysage & Urbanisme,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

- d'APPROUVER l'avenant de transfert,

- d'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'avenant de transfert correspondant ainsi que tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

20.2023 MARCHÉ DE MAÎTRISE D'OEUVRE POUR LA RÉHABILITATION ET L'EXTENSION DU GROUPE SCOLAIRE LOUIS PERGAUD – AVENANT N°1

Rapporteur : Pascal ALBOUSSIÈRE

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°40.2022 en date du 5 septembre 2022, le Conseil municipal a attribué au groupement SAS STUDIO GARDONI (mandataire), EUROMÈTRES BTP, SAS TECHNIQUE ET CONSTRUCTION TECO, CABINET STREM, SARL LUXURIANCE CONSEIL, le marché de maîtrise d'œuvre de réhabilitation et d'extension du groupe scolaire Louis Pergaud.

STUDIO GARDONI, mandataire du groupement conjoint solidaire, informe la Commune qu'il souhaite confier la mission VRD au cotraitant TECO qui assure déjà la mission structure.

Les honoraires dédiés à cette mission étant initialement inclus dans les honoraires de l'architecte mandataire, ils seront transférés au cotraitant TECO.

Le montant total du marché reste inchangé, seule la répartition entre cotraitants est modifiée selon le tableau de répartition joint

Par ailleurs, l'avenant corrigera également une erreur matérielle présente dans la formule de révision des prix.

VU les articles L2194-1 et R2194-7 du Code de la commande publique relatif aux modifications du marché,

VU la délibération n°40.2022 du 5 septembre 2022 attribuant le marché de maîtrise d'œuvre relatif à la réhabilitation et l'extension du groupe scolaire Louis Pergaud au groupement SAS STUDIO GARDONI (mandataire), EUROMÈTRES BTP, SAS TECHNIQUE ET CONSTRUCTION TECO, CABINET STREM, SARL LUXURIANCE CONSEIL,

CONSIDÉRANT la demande de STUDIO GARDONI, mandataire du groupement,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'APPROUVER les termes de la modification n°1 au marché de maîtrise d'oeuvre,
- d'AUTORISER Monsieur le Maire à signer l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre joint en annexe, ainsi que tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

21.2023 MARCHÉ DE TRAVAUX POUR LA RESTRUCTURATION DU COMPLEXE TENNIS-PÉTANQUE – AVENANT N°1 POUR LES LOTS N°8-9 ET 10

Rapporteur : Pascal ALBOUSSIÈRE

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°7.2022 en date du 23 mai 2022, le Conseil municipal autorisait le Maire à signer le marché de travaux relatifs à l'opération de restructuration du complexe tennis-pétanque décomposé en 10 lots.

En cours d'exécution, des modifications de certaines caractéristiques techniques se sont avérées nécessaires pour mener à bien le projet à son terme.

Aussi afin de prendre en compte les modifications de du projet, il y a lieu d'ajuster le marché par voie d'avenant afin :

- Tenir compte des plus ou moins-values, conformément au tableau de décomposition des prix globale et forfaitaire joint en annexe,
- Intégrer des prix nouveaux

Le lot n°8 « Electricité-Courants forts et faibles » a été notifié à l'entreprise CHALAYE pour un montant de 43 862,28 € HT.

La modification des quantitatifs et l'insertion de prix nouveaux n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché

Le lot n°9 « Plomberie-Sanitaires-Chauffage-Ventilation » a été notifié à l'entreprise EDRETherm pour un montant de 91 087,87 € HT.,

La modification des quantitatifs et l'insertion de prix nouveaux conduit à une diminution de 2 588,60 € HT du montant des travaux, portant ainsi le montant du marché à 88 499,27 € HT.

Le lot n°10 « VRD-Eclairage sportif-Clôtures-Béton poreux » a été notifié à l'entreprise RIVASI BTP pour un montant de 204 334,50 € HT.

La modification des quantitatifs et l'insertion de prix nouveaux conduit à une augmentation de 14 € HT du montant des travaux, portant ainsi le montant du marché à 204 348,50 € HT.

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2122-21,

VU le Code de la commande publique, et notamment ses articles L2194-1, L2194-2 et R2194-1 à R2194-10,

VU la délibération n°7.2022 du 23 mai 2022 autorisant monsieur le Maire à signer le marché de travaux pour la restructuration du complexe tennis-pétanque à l'entreprise RIVASI BTP,

VU les projets d'avenant n°1, annexés à la présente délibération,

CONSIDÉRANT que ces avenants ne bouleversent pas l'économie générale du marché, ni en changent l'objet et que les conditions de la mise en concurrence initiale ne sont pas remises en cause,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'APPROUVER les avenants, tels que joints en annexe, au marché de travaux relatif à la restructuration du complexe tennis-pétanque,
- d'AUTORISER Monsieur le Maire à signer lesdits avenants avec les sociétés CHALAYE, EDRETherm et RIVASI ainsi que tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. ALBOUSSIERE , adjoint au Maire délégué à l'urbanisme et aux travaux, indique s'attacher à faire

respecter, au mieux des aléas de chantier, l'enveloppe budgétaire consacrée à cette opération .

22.2023 BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE – CESSION À TITRE GRATUIT D'UNE PARTIE DE FONDS DOCUMENTAIRE À AMNESTY INTERNATIONAL

Rapporteur : Florence BRÈS-DUFOUR

Monsieur le Maire expose que dans le cadre de la gestion de la bibliothèque, une opération de désherbage du fonds documentaire a eu lieu en partenariat avec la Médiathèque départementale. Cette opération, non effectuée depuis longtemps, consiste à retirer du fonds mis à disposition du public, les ouvrages détériorés ou non adaptés aux besoins du lecteur.

Cette action était nécessaire pour rendre la bibliothèque plus attractive grâce à des rayonnages plus aérés.

C'est un total de 397 documents sur les 5 248 ouvrages de la bibliothèque qui ont été mis de côté.

Ces livres appartiennent à la Commune.

A la demande des bénévoles de la bibliothèque, Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de céder gracieusement les documents désherbés à l'association « Amnesty International ».

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'AUTORISER la désaffectation des documents concernés,
- d'AUTORISER leur cession à titre gratuit à l'association « Amnesty International »,
- d'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document afférent à l'exécution de la présente délibération.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

23.2023 BILAN ANNUEL DES ACQUISITIONS ET CESSIONS IMMOBILIÈRES – ANNÉE 2022

Rapporteur : Pascal ALBOUSSIÈRE

Monsieur le Maire rappelle que le bilan des acquisitions et cessions immobilières opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2000 habitants par celle-ci, ou par une personne publique ou privée, agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil municipal.

Ce bilan comprend donc, d'une part, les acquisitions et cessions immobilières décidées par délibération de l'année 2022, et d'autre part, celles décidées par délibérations des années précédentes mais dont le transfert de propriété est intervenu en 2022 par réalisation des conditions suspensives.

Ce bilan sera annexé au compte administratif 2022.

Après réalisation des conditions suspensives de la promesse de vente approuvée par délibération n°34.2021 en date du 12 avril 2021 et n°38.2021 en date du 17 mai 2021, les tenements fonciers situés route de la Trésorerie ont été cédés en vue de la réalisation du programme immobilier « les Terres du Levant » à la société Drôme Ardèche Immobilier.

Au cours de l'année 2022, la Commune n'a pas mis en œuvre son droit de préemption.

En conséquence, le bilan foncier de l'année 2022 est le suivant :

- Cessions :

Nature du bien	Localisation	Références cadastrales	Date délibération	Cessionnaire	Prix	Objet
Tènements fonciers d'une superficie totale de 1,51 ha	Route de la Trésorerie	AE393 à AE-432	12/04/2021 et 17/05/2021	Drôme Ardèche Immobilier	1 212 687,42 €	Réalisation du programme immobilier « les Terres du Levant »

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'articles L2241-1,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'ENTÉRINER le bilan des acquisitions et cessions immobilières de l'année 2022.

24.2023 DÉNOMINATION DES VOIES

Rapporteur : Pascal ALBOUSSIÈRE

Monsieur le Maire informe les membres présents qu'il appartient au Conseil municipal de choisir par délibération le nom à donner aux voiries, le numérotage des habitations constituant une mesure de police générale que le Maire peut prescrire en application de l'article L2213-28 du Code général des collectivités territoriales.

Il convient, pour faciliter, la localisation sur les GPS, d'identifier clairement les adresses des lots et procéder à leur numérotation.

Monsieur le Maire présente le projet de dénomination des voies :

- Pour l'impasse à l'intérieur du projet immobilier Drôme Aménagement Habitat du lotissement « Les Terres du Levant » : impasse Jérôme CAVALLI
- Pour la première impasse en début au début de la route de la Trésorerie : impasse des Oliviers
- Pour l'impasse se situant après la rue Eymard sur l'avenue du Vercors : impasse des Cypres

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2213-28,

CONSIDÉRANT la nécessité d'attribuer des dénominations aux voies qui en sont dénués afin de faciliter le repérage au sein de la commune,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'APPROUVER la dénomination des voies et la numérotation du lotissement conformément aux documents annexés à la présente délibération ;
- d'AUTORISER Monsieur le Maire à signer tous documents administratifs et financiers nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. JOURDAN, conseiller municipal, demande où en est la numérotation des habitations situées hors agglomération.

Monsieur le Maire lui répond que l'adressage de la commune est en cours.

M. ALBOUSSIERE ajoute que la numérotation métrique sera privilégiée et que la première plaque numéro est à la charge financière de la commune.

FINANCES

25.2023 VOTE DES TAUX DES CONTRIBUTIONS DIRECTES – ANNÉE 2023

Rapporteur : Jean-Marc SOUCIET

Le Conseil municipal fixe chaque année le taux des taxes directes locales :

- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires,
- Taxe foncière sur les propriétés bâties,
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties

Pour mémoire, la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales est effective depuis 2020 pour 80% des contribuables. Concernant les 20% restants (déterminés en fonction d'un niveau de ressources) la suppression de cet impôt s'est effectuée en trois ans jusqu'en 2023 (réduction de 30% en 2021, 65% en 2022 et totalité en 2023). Ainsi au 1er janvier 2023, plus aucun contribuable ne paie la taxe d'habitation sur les résidences principales.

Depuis cette réforme, les communes bénéficient chaque année à partir de l'année 2021 du transfert du taux départemental de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Le produit de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires continue à être perçu par les communes. Elles retrouvent leur pouvoir de fixation du taux pour la taxe d'habitation sur les résidences secondaires à compter du 1er janvier 2023.

Il est proposé au Conseil municipal de faire progresser les taux d'imposition des taxes directes locales comme suit :

Taxe	Taux 2022	Taux 2023	Variation
Taxe Foncière sur les propriétés Bâties (TFPB)	27,62	29,12	+ 5,43%
Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (TFNB)	49,73	50,00	+ 5,43%
Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (THRS)	7,31	7,69	+ 5,2%

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L2121-29,

VU le Code général des impôts et notamment les articles 1379, 1636B sexies, septies et 1639A relatifs aux impôts locaux et au vote des taux d'imposition,

VU l'état 1259 de notification des taux d'imposition des taxes directes locales pour 2023 communiqué par les services fiscaux,

CONSIDÉRANT le nécessité de se prononcer sur les taux d'imposition des taxes pour l'année 2023 : taxe foncière sur les propriétés bâties, taxe foncière sur les propriétés non bâties et taxe d'habitation sur les résidences secondaires,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à la majorité :

- Pour : 12 voix
- Contre : 5 voix
- Abstentions : 2 voix

de DÉCIDER de fixer les taux d'imposition en 2023 à chacune des taxes directes locales comme suit :

- Taxe foncière sur les propriétés bâties : 29,12 %
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties : 50,00 %
- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires : 7,69%

M. SOUCIET, adjoint au Maire délégué aux Finances, rappelle que la hausse de la fiscalité concourt au financement des futurs projets d'investissement de la commune.

Il rappelle que le taux moyen de la TFPB des communes correspondant à la strate démographique est de 30,86%. Il ajoute qu'à base constante, la hausse de 1,5 point engendre 75 000 € de recettes supplémentaires par an.

M. ALBOUSSIÈRE indique que compte-tenu de l'ambition des projets de l'équipe municipale qui se heurte notamment aux effets négatifs de l'inflation, la commune se doit de rechercher des ressources financières, tout en dégradant les projets initiaux.

M. SOUCIET ajoute qu'outre la hausse de la fiscalité, la municipalité s'emploie activement à obtenir le maximum de subventions possibles.

Mme BLANDIN-JOUBERT, adjointe au Maire déléguée aux affaires sociales, indique avoir une position partagée entre la volonté de voir se réaliser les projets d'investissement et celle de protéger les ménages fragilisés par le contexte économique.

Monsieur le Maire conclut en disant comprendre la position de chaque conseiller municipal sur la fiscalité compte-tenu du marasme économique et social actuel.

26.2023 ACTIVITÉS PÉRISCOLAIRES – CRÉATION D'UNE RÉGIE DE RECETTES – RETRAIT DE LA DÉLIBÉRATION

Rapporteur : Jean-Marc SOUCIET

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°68.2022 en date du 12 décembre 2022, le Conseil municipal a décidé la création d'une régie de recettes destinée à encaisser les produits du service périscolaire.

Cette délibération faisait référence dans son article 12 à la notion de cautionnement du régisseur.

Or le cautionnement n'existe plus depuis la réforme des gestionnaires publics mise en place au 1^{er} janvier 2023.

Aussi afin de ne retarder sa mise en œuvre, Monsieur le Maire a créé cette régie de recettes par décision comme l'y autorise la délibération n°18.2020 en date du 12 juin 2020.

La création de cette régie ne pouvant résulter de deux actes administratifs, il convient de rapporter la délibération du conseil municipal l'ayant initiée, conformément à la règle juridique du parallélisme des formes.

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n°68.2022 en date du 12 décembre 2022 approuvant la création de la régie de recettes du service périscolaire,

VU la décision du maire n°01.2023 en date du 13 mars 2023 créant la régie de recette du service périscolaire,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- de RETIRER la délibération n°68.2022 créant la régie de recettes du service périscolaire.

27.2023 ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT – MODIFICATION TARIFS CENTRE DE LOISIRS

Rapporteur : Laure BLANDIN-JOUBERT

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°24.2022 en date du 23 mai 2022, le Conseil municipal a fixé les tarifs de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement pour les centres de loisirs et les camps d'été.

Le règlement intérieur de l'ALSH de la commune de Malissard prévoit que dans le cas d'une semaine comportant un jour férié, un tarif forfait semaine 4 jours est exceptionnellement mis en place.

Monsieur le Maire propose de modifier la grille tarifaire de l'ALSH Centre de loisirs en intégrant le forfait semaine 4 jours dans le cas d'une semaine comportant un jour férié, ainsi qu'il suit :

ALSH VACANCES SCOLAIRES						
Quotient familial	Tarifs Malissard			Tarifs Extérieurs		
	Tarif journalier (pour 2 jours maximum par semaine)	Forfait semaine	Forfait semaine comportant 1 jour férié	Tarif journalier (pour 2 jours maximum par semaine)	Forfait semaine	Forfait semaine comportant 1 jour férié
de 0 à 359 €	22,80 €	70,00 €	56,00 €	24,80 €	95,00 €	76,00 €
de 360 à 564 €	23,80 €	75,00 €	60,00 €	25,80 €		
de 565 à 715 €	24,80 €	82,50 €	66,00 €	26,80 €		
de 716 à 1 000 €	26,10 €	85,00 €	68,00 €	28,10 €	110,00 €	88,00 €
de 1 001 à 1 400 €	27,10 €	90,00 €	72,00 €	29,10 €		
à partir de 1 401 €	28,10 €	95,00 €	76,00 €	30,10 €		

Une réduction de 50% sera appliquée sur la prestation du 3ème enfant fréquentant l'ALSH Vacances scolaires

Cas particulier :

Pour les enfants relevant d'un P.A.I (projet d'accueil individuel), sur justificatif médical, il sera fait application du tarif de la prestation déduction faite du prix du repas facturé par le prestataire de service.

Il est précisé que cette grille tarifaire sera applicable à compter 15 avril 2023 et que les tarifs ALSH Camps d'été restent inchangés.

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2331-2,

VU la délibération n°24.2022 du 23 mai 2022 fixant les tarifs ALSH pour les centres de loisir et les camps d'été,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- de FIXER à compter du 15 avril 2023 les tarifs de l'ALSH Centre de loisirs susvisés,
- d'AUTORISER Monsieur le Maire à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

28.2023 TERRITOIRE D'ÉNERGIE DRÔME SDED – DEMANDE DE SUBVENTION POUR TRAVAUX D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

Rapporteur : Pascal ALBOUSSIÈRE

En vertu des articles L2224-31 et L2224-34 du CGCT qui fixent le cadre des actions relatives aux économies d'énergie que peuvent faire réaliser les Autorités Organisatrices de Distribution de l'Energie (AODE), Territoire d'énergie Drôme - SDED a adopté, en Comité Syndical du 28 septembre 2021, le règlement de sa Compétence Efficacité Energétique.

Par délibération n°69.2021 en date du 14 décembre 2021, la commune de Malissard adhère à cette compétence, à travers sa formule « Energie Plus », lui donnant notamment accès :

- à un conseil technique pour préconiser les travaux de performance énergétique les mieux adaptés à un bâtiment donné,
- à une aide aux dépenses répondant aux critères des Certificats d'Economies d'Energie (CEE). Selon le caractère prioritaire ou complémentaire des actions envisagées, le taux de l'aide est de 50 % ou de 20 % de la dépense éligible présentée par la collectivité, dans la limite d'un cumul d'aides maximum de 50 000 € sur une période de trois années civiles glissantes

En contrepartie, dans le cadre du dispositif national des Certificats d'économies d'énergie (CEE) Territoire d'énergie Drôme - SDED récupère la propriété des CEE obtenus à l'issue des travaux.

La commune de Malissard projette des travaux sur les bâtiments du centre technique municipal et des locaux du stade de football, consistant notamment au :

- remplacement des éclairages par des appareils à technologies LED

Le montant global estimatif de l'opération s'élève à 4 651,17 € HT.

Compte-tenu de ces éléments, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'AUTORISER le Maire à solliciter auprès de Territoire d'énergie Drôme – SDED une aide financière de 20 % à 50 % du montant HT des travaux d'économies d'énergie inclus à l'opération de rénovation énergétique du centre technique municipal et des locaux du stade de football.
- de CÉDER à Territoire d'Énergie Drôme - SDED les Certificats d'Economies d'Energie (CEE) qui seront issus des travaux réalisés.

ENVIRONNEMENT/CADRE DE VIE/SÉCURITÉ

29.2023 PROJET EXTENSION DE CAMÉRAS DE VIDÉOPROTECTION – DEMANDE DE SUBVENTIONS – ANNÉE 2023

Rapporteur : Evelyne CHALÉAT

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L2121-29,

VU la loi n°2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, et notamment son article 5,

VU le dispositif Fonds Interministériel de la Prévention de la Délinquance (FIPD) permettant le financement de projets liés aux plans de prévention de la délinquance,

VU le dispositif « Installer un système de sécurisation aux abords des lycées et sur les espaces publics » de la région Auvergne-Rhône-Alpes,

VU le dispositif « Vidéoprotection » du Département de la Drôme permettant le financement des dépenses d'investissement de vidéo-protection,

VU le projet d'extension de caméras de vidéoprotection,

CONSIDÉRANT le diagnostic rédigé en 2015 par le référent sûreté du Groupement de Gendarmerie de la Drôme,

CONSIDÉRANT le montant du projet estimé à 41 500,00 € HT pour l'année 2023 ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'APPROUVER la réalisation du projet d'extension de la vidéoprotection pour l'année 2023 ainsi qu'il suit :
 - Etude et travaux préalables : 660,00 € HT
 - Site 13 Entrée ZA du Guimand/Service technique : 7 490,00 € HT
 - Site 14 Entrée ZA/rue de la Forêt : 4 410,00 € HT

- Site 20 Rue des Ecoles/Rue du Guimand : 10 390,00 € HT
 - Site 21 Carrefour Boule bleue/Rue des trois Bûches : 1 270,00 € HT
 - Site 24 CD176/Avenue de la Buzatte : 10 160,00 € HT
 - Relais radio : 6 120,00 € HT
 - Serveur enregistrement : 1 000,00 € HT
-
- d'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention au taux maximum auprès des services de l'Etat au titre du Fonds Interministériel de la Prévention de la Délinquance, de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et du Département de la Drôme ;
 - d'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer les demandes de subvention correspondantes et tous les documents nécessaires à leur obtention.

Mme CHALÉAT, adjointe au Maire déléguée à l'environnement et à la sécurité, précise que la Région intervient à hauteur de 50% et le Département jusqu'à 30%.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance levée à 21h00.

Evelyne CHALÉAT
Secrétaire de séance

Jean-Marc VALLA
Maire de Malissard